

Jean-Luc Chabot

Introduction à la politique

Collection
Politique en plus

Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9
Tél. 04 76 82 56 52 – email: pug@pug.fr
www.pug.fr – www.izibook.pug.fr

Introduction

SECTION I

LA SCIENCE POLITIQUE AU SEIN DE L'HISTOIRE DES SCIENCES SOCIALES

1. L'ORIGINE DES SCIENCES SOCIALES ou sciences de la société humaine, relève des commencements d'une réflexion fondamentale sur l'agir social de l'homme et sur les structures qui en découlent; les phénomènes communautaires comme les engagements interindividuels, cette « sociabilité humaine » constatée universellement depuis la nuit des temps, nous mettent en présence d'une véritable architecture de l'ordonnement sociétal comme produit du génie humain sur le double plan culturel et naturel. C'est indéniablement la philosophie grecque antique qui, se dégageant progressivement des représentations mythologiques, religieuses primitives, mêlées aux observations de la réalité physique du cosmos environnant, a entamé ce processus de réflexion en le centrant sur le phénomène politique. Recherchant l'harmonie de l'homme dans l'harmonie du tout social (*polis*) par les voies de la vertu, donc de la morale, la philosophie grecque a commencé à développer ce que nous appelons aujourd'hui la « science politique », bien au-delà de l'origine sémantique formelle de notre terme « politique ».

L'usage ordonné de la raison appliqué à toute chose, qui caractérise la démarche philosophique a eu pour effet que pendant longtemps le discours de la science s'est trouvé largement inclus dans celui de la philosophie, cette dernière jouant un rôle matriciel universel; mais en même temps, le travail philosophique s'est progressivement spécialisé débouchant sur une approche philosophique de pratiquement tous les savoirs, de la biologie à la physique en passant par la morale, le politique ou

l'économique. L'histoire puis le droit sont venus compléter la démarche surtout dans ce champ d'investigation qu'est le politique: l'histoire en raison des vertus de la comparativité puisque l'histoire est toujours l'histoire de l'homme lui-même et de son agir social ainsi que des structures et comportements qui en découlent; le droit aussi, surtout en raison de sa fonction architecturale dans toute société humaine.

L'irruption du judéo-christianisme dans cette culture antique introduit une révolution dont les effets continuent à se prolonger dans le temps puisque pour Tocqueville, dix-neuf siècles plus tard, c'est là l'origine de la démocratie: la sacralité de la personne humaine individuelle, la loi de l'amour universel à suivre dans les rapports interhumains et la perspective heureuse d'un salut de l'humanité. Ainsi en va-t-il de la mutation du contenu de la notion de personne¹ qui de fonction ou de rôle social dans l'usage grec du mot, devient une caractéristique commune à la divinité et à l'être humain, homme ou femme, enfant ou vieillard, bien portant ou malade. Ainsi apparaît le primat de la personne sur le tout social; le gouvernement politique des hommes devient une activité parmi d'autres – avec des responsabilités particulières certes – et n'est plus, en principe, capable d'être confondu avec la divinité.

2. LA MODERNITÉ: CONSTRUCTIVISME, ATOMISME SOCIAL ET RÉVOLUTION. À partir du XVI^e siècle en Europe occidentale, progressivement et insensiblement, l'art, la culture, la philosophie cessent d'être théocentriques pour devenir anthropocentriques; sans nier officiellement la divinité chrétienne, un certain nombre d'auteurs – Machiavel, Hobbes et Rousseau, parmi d'autres² – élaborent une représentation de l'homme et de la société qui centrent sur l'ici-bas le bonheur de l'homme et plus précisément sur l'ordre sociétal; l'instance politique se trouve ainsi placée au premier rang des enjeux nouveaux du fait d'apparaître comme le lieu décisif de pilotage de la société humaine. La représentation que s'en font les principaux philosophes et penseurs du politique aux XVII^e

1. Tsitsis Stamatios, *Qu'est-ce que la personne?*, Paris, Armand Colin, coll. « U. », 1999.

2. Manent Pierre, *Naissance de la politique moderne: Machiavel, Hobbes et Rousseau*, Payot, 1977.

et XVIII^e siècles (école de l'état de nature, du contrat social et du dualisme individu/État) emprunte à la mécanique et à la mathématique sur la base initiale d'une société réduite à une somme d'individus (atomisme social) : la société humaine est une construction volontaire fruit du génie humain par opposition à la nature (état de nature auquel est opposé l'état de société) ; dès lors, il suffit de penser la société à partir de sa tête politique, pour passer ensuite à l'action par la révolution : en supposant que c'est un désordre social qui est la cause du malheur des hommes³, la réorganisation de la société aura pour effet de rendre l'homme heureux. Ainsi apparaît une croyance dans une métanoïa collective du fait révolutionnaire et dans le caractère central et décisif pour le sort de l'humanité de cette instance politique.

Au même moment, – fin XVIII^e siècle – cet imaginaire social de l'individualisme prend corps dans la pratique du vote politique (recours généralisé au principe électif pour le recrutement des gouvernants appelé communément « démocratie ») et dans la conception économique d'une société réduite à un marché où les acteurs sont conçus comme des atomes sociaux égaux entre eux et développant des stratégies individualistes/égoïstes supposées conduire l'humanité à son meilleur accomplissement collectif. Le droit apparaît alors comme un outil incontournable et universel de ses rapports sociaux simplifiés dans le cadre de cette anthropologie atrophiée, aussi bien dans la constitution écrite que dans le contrat, présentés comme le lien social fondamental.

3. LA SCIENCE POLITIQUE ET L'ÉCLOSION DES SCIENCES SOCIALES CONTEMPORAINES. L'économie, le droit, la politique commencent ainsi à apparaître en tant que sciences des phénomènes sociaux dans leurs

-
3. Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, préambule : « ...considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les *seules* causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements... » : le caractère contestable de cette assertion réside dans l'exclusion de toute autre cause que les trois qui sont mentionnées. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793 va plus loin dans la promesse du bonheur collectif en réduisant les causes de malheurs et en étendant simultanément le champ supposé d'effectivité du pouvoir politique aux malheurs du monde : « ...convaincu que l'oubli ou le mépris des droits naturels de l'homme sont les *seules* causes des malheurs du monde... ».

particularités, se détachant désormais de la matrice philosophique au sein de laquelle elles s'étaient historiquement développées; dans leur processus d'autonomisation ces disciplines mêlent aux balbutiements d'une démarche proprement scientifique, des éléments idéologiques et mythologiques empruntant parfois au discours philosophique (l'hégélianisme du marxisme par exemple); de même, les fameuses « lois du marché » en économie partent chez les premiers auteurs libéraux d'une anthropologie implicite des plus contestables. La science politique, elle, tend à se confondre provisoirement avec le droit public pour les raisons précédemment évoquées d'une réduction de la transformation de la société à un bouleversement des normes juridiques définissant le pouvoir politique. Mais bientôt apparaissent la sociologie, l'histoire, la psychologie, l'ethnologie, l'anthropologie, etc. Ce déploiement des sciences sociales au cours des XIX^e et XX^e siècles qui n'est pas sans avatars du fait – comme nous le verrons dans le paragraphe suivant – des difficultés à définir et à respecter ce qui est proprement scientifique, va faire prévaloir dans la postérité d'un certain kantisme méthodologique le sujet connaissant sur l'objet connu; comme bien d'autres sciences sociales, la science politique tend à être définie de manière formelle et positiviste à partir du moment où des groupes de chercheurs et de penseurs vont affirmer qu'ils se réclament de cette discipline; c'est là une donnée historique non négligeable que l'on peut fixer à la seconde moitié du XIX^e siècle pour les pays les plus avancés⁴. Mais il ne saurait être question de s'en tenir là pour cerner ce qu'est la science politique, car, comme toute science, elle se définit tout autant sinon davantage par son objet que par le positionnement subjectif des acteurs humains en quête de connaissance. Cette question mérite qu'on s'y arrête un instant en se posant le problème du critère de la connaissance humaine, et notamment de la connaissance scientifique, en s'interrogeant sur le statut épistémologique et les limites d'un tel savoir.

4. Favre Pierre, *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Fayard, 1989.

SECTION II
**ÉPISTÉMOLOGIE DE LA SCIENCE POLITIQUE
 EN TANT QUE SCIENCE SOCIALE**

4. L'ÉPISTÉMOLOGIE ou critique de la connaissance ou gnoséologie est une discipline, à l'origine purement philosophique, ayant pour objet d'établir quelles sont les conditions de véracité de la connaissance, et plus particulièrement de la connaissance scientifique, quelles sont les limites et les méthodes de la raison cherchant à rendre compte de tel ou tel domaine du réel observable. C'est là l'interrogation fondamentale et préalable à toute autre; faute de quoi le discours à prétention scientifique peut ne pas l'être ou bien n'avoir qu'une portée bien plus limitée. S'il y avait un accord sur les critères définissant la science, s'il y avait un discours de la méthode reconnu par tous, il ne serait pas trop difficile de s'entendre sur la méthode du discours scientifique. Malheureusement ce n'est pas le cas puisque le discours de la méthode ou épistémologie est soumis lui-même à des thèses philosophiques diverses, assez souvent implicites et même inconscientes de la part de ceux qui les utilisent; mais en même temps, l'objet de la science, lui, ne change pas, ce qui devrait permettre de dégager quelques terrains d'entente.
5. LE SUBJECTIVISME ÉPISTÉMOLOGIQUE DOMINANT. L'acte de connaissance suppose un connaissant et un connu, et la première grande difficulté réside dans ce rapport du sujet à l'objet. Sans se livrer ici à des développements trop fournis sur l'histoire de la philosophie et du critère de la science qui sont l'objet d'autres ouvrages (philosophie des sciences, méthodes des sciences sociales, entre autres), il faut simplement rappeler que notre conception contemporaine de la science est largement tributaire d'un courant philosophique ayant dominé la pensée dans l'aire culturelle euro-péo-occidentale depuis les XVI^e-XVII^e siècles. Ce courant que l'on dénomme habituellement dans les ouvrages d'histoire de la philosophie sous le nom d'idéalisme est marqué, du point de vue de la démarche de la connaissance, par le subjectivisme: l'acte de connaître est essentiellement défini en fonction et à partir du sujet connaissant; tout est centré sur l'homme, et l'objet de la connaissance est comme relativisé par rapport au sujet connaissant. Il en est découlé

une indéniable propension à confondre l'acte de connaître et l'acte d'être, en ramenant ce dernier au premier. L'un des dangers de cette démarche réside dans l'amputation du réel observé par les critères retenus de la part du sujet observant : c'est bien le réel dont il est rendu compte, mais partiellement seulement, un peu à l'image de ce qui se réalise en optique : la perception visuelle du réel est tributaire de l'instrument qui permet d'observer, et donc, pour rendre compte de ce même réel, il faudra retenir les deux limitations qu'une telle démarche comporte : premièrement, que l'on observe instrumentalement et non directement, et deuxièmement, avec tel instrument ayant telle caractéristique.

6. L'ÉTAT ÉPISTÉMOLOGIQUE DES SCIENCES « DURES » DEPUIS DEUX SIÈCLES. Cette amputation subjective potentielle du réel a eu pour effet dans le domaine des sciences de la matière (appelées actuellement parfois « sciences dures ») de faire apparaître une double tendance, recoupant quelque peu la césure sciences pures/appliquées : positivisme expérimental et nominalisme théorique. La première tendance, par crainte du subjectivisme, s'est repliée sur l'étude expérimentale sensible, prétendant, par réaction, l'identifier avec l'objectivité, et jetant du même coup le soupçon et, bientôt, le discrédit jusqu'à l'anathème sur toute autre démarche quels que soient les champs du savoir (la distinction du langage profane contemporain entre les disciplines « scientifiques » et les autres, au sens d'une réduction du scientifique aux sciences de la matière, dans leur partie proprement expérimentale, en est une résultante). La seconde a développé l'idée, quelque peu contradictoire au fond, et du caractère purement conventionnel et interne à l'esprit humain de l'ordre du monde, de ses lois et des théories scientifiques qui cherchent à en rendre compte, et d'un certain rapport, malgré tout, entre ce monde des idées interne au sujet humain pensant, et la réalité observée, masse amorphe assez impénétrable, matière première façonnable au gré des interprétations de l'esprit humain (cette conception peut comporter en outre confusion entre les lois, physiques par exemple, et les systèmes d'interprétation ou théories scientifiques globales).

7. L'ÉTAT ÉPISTÉMOLOGIQUE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DEPUIS DEUX SIÈCLES. Les sciences humaines et sociales ont, elles aussi, connu ce dualisme du comportement scientifique d'origine kantienne, mais aggravé par un double complexe d'infériorité à l'égard des sciences de la matière: complexe à l'égard de la précision de la vérification comme de l'appareillage expérimental (confusion partielle entre exactitude et certitude), complexe de retard dans le développement d'une maturité scientifique (croyance implicite en une unité par similitude d'objet comme de méthodes entre sciences de la matière et sciences de l'homme et de la société). Les écoles scientifiques incarnant la première tendance sont à l'origine de la naissance de la sociologie moderne avec l'idée comtienne d'une science expérimentale des comportements sociaux à l'instar des sciences de la matière et véhiculant implicitement et de manière voilée une double thèse philosophique: le déterminisme des comportements humains débouchant sur le matérialisme, avec pour corollaire l'instillation de la croyance d'une identité entre matérialisme et science. La faille logique dans cette interprétation provenait de la transposition pure et simple des mêmes méthodes, déjà amputées, du domaine des sciences de la matière aux sciences humaines et sociales, escamotant ainsi le cœur du problème épistémologique: le respect de la plénitude et de la spécificité de la réalité observée; pourquoi partir de l'hypothèse *a priori*, souvent non formulée, qu'il n'y a pas de différences entre l'homme et le reste de la nature? Cette réduction à l'expérimental sensible qui tourne au non-dit idéologique du « positivisme », s'est prolongée au XX^e siècle dans des écoles déployant une hypertechnicité (l'exemple du positivisme juridique est frappant par sa volonté d'impérialisme sur les sciences sociales au nom d'une technicité croissante à logique juridique close), une hyperdescriptivité, cédant soit au poids de l'accumulation des techniques quantitatives, soit à la transposition de « modèles » empruntés à la mathématique ou à la physique (par exemple, l'engouement des années 60 pour la cybernétique). Le mérite de ces travaux de recherches, quantitativistes plus que quantitatifs en sciences sociales, n'est pas négligeable par l'étendue observée, ni par le capital de données brutes ainsi recueillies; mais il semble que l'activité de connaissance se soit limitée à un premier niveau, celui de l'inventaire et de l'observation. De même, le recours à des modèles, présentés parfois comme une réaction « théorique » face à cet hyperfactualisme, peut

apporter tel ou tel éclairage, tel ou tel enseignement, mais sur quelle base épistémologique rationnelle? Quelle est la pertinence d'une telle transposition?

8. LES THÉORIES IDÉOLOGIQUES EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES. Certains se sont efforcés de combler ce vide en adhérant à des théories idéologiques, qui ont eu toutes en commun, en ces deux derniers siècles, de partir d'une ou de quelques découvertes dans un domaine précis du savoir des sciences humaines et sociales; leurs inventeurs ou leurs successeurs se sont empressés de transformer en interprétation globalisante de l'homme et du monde ces idéologies érigées en vérité incontournable du savoir comme en voie universelle de salut (jusqu'à être identifiées à « la science » comme dans le cas du marxisme). Ainsi, le croisement de l'hégélianisme et de l'économie politique chez un jeune philosophe allemand du début du XIX^e siècle débouche sur le marxisme, la psychanalyse comme thérapie psychiatrique enfante le freudisme, l'analyse structurale de Ferdinand de Saussure, le structuralisme, etc., sans compter les combinaisons mixtes de ces systèmes monognotiques (explication universelle à partir d'une seule clef de compréhension indéfiniment réutilisée): freudo-marxisme, structuralo-freudisme, structuralo-marxisme, etc. À chaque engouement, à chaque période une cohorte de « penseurs » de telle ou telle spécialité de ces sciences croit avoir trouvé *le* discours de *la* méthode des sciences sociales, proclame la théorie « incontournable » sinon définitive, instaure un impérialisme intellectuel provisoire (« Le marxisme est la philosophie indépassable de notre temps », Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*). La crise et le déclin de ces idéologies et de leurs maîtres à penser les a disqualifiés sur le terrain de la science: on s'empresse alors de les ramener à leur spécialité d'origine pour maintenir leur notoriété au niveau de leur découverte particulière, l'enflure idéologique s'étant dégonflée. Ballottées entre les extrêmes de l'hyperfactualisme et de l'idéologie, les sciences humaines et sociales progressent ainsi indéniablement, mais de manière chaotique au hasard des modes et des opportunités; il est vrai que la liberté de la recherche et le pluralisme intellectuel y trouvent leur compte au prix, souvent, de la sérénité et de la prudence, deux vertus éminemment nécessaires pour œuvrer scientifiquement.

9. SCIENCE, SOCIOLOGIE, ET PHILOSOPHIE POLITIQUES. La science sociale dont l'objet est l'étude du politique a connu et connaît ces vicissitudes; c'est pourquoi, au seuil d'une introduction à la politique, il n'était pas inopportun de replacer même brièvement et schématiquement les conditions dans lesquelles s'exercent les principales démarches du savoir dans le champ de l'agir social de l'homme. Le triomphe de la philosophie idéaliste du XVII^e au XIX^e siècle sur tout autre courant ou méthode philosophique a eu pour résultat de confondre *une* philosophie avec *la* philosophie, de créer une dissociation entre philosophie et science en jetant le discrédit sur la philosophie, au nom même de la conception de la science (limitation à l'expérimental sensible) issu de cette philosophie idéaliste. La sociologie s'est alors constituée avec la prétention d'être la science des sociétés humaines sur ces bases épistémologiques contestables et sur la divergence entre démarche philosophique et scientifique. Voilà ce qui est sous-entendu dans la différence entre philosophie, science et sociologie du politique, avec toutes les nuances qui découlent de l'évolution de ces différentes disciplines depuis deux siècles. Il faut cependant rappeler que la philosophie idéaliste, encore très prégnante épistémologiquement dans notre processus contemporain de reproduction du savoir, est loin d'être la seule; qu'il y a toujours eu permanence, même marginalisé, d'un courant philosophique réaliste qui tend à reprendre de l'influence. Ce courant, comme son appellation l'indique, met l'accent dans le processus de connaissance tout autant sur l'objet que sur le sujet: la chose observée (*res*) a une existence indépendante de la pensée du sujet observant; l'ordre du monde, les lois qui en régissent telle ou telle partie ne sont pas uniquement ni principalement dans l'esprit humain, mais dans la réalité elle-même, et l'homme ne ferait que les découvrir au sens originel du mot invention, et non les créer purement dans sa raison. Dans cette perspective, la coupure entre science et philosophie tend à s'estomper: la philosophie retrouve son statut de science et la science n'ignore pas ses fondements épistémologiques donc philosophiques.
10. UNE ÉPISTÉMOLOGIE RÉALISTE POUR LA CONNAISSANCE DU POLITIQUE. C'est cette démarche qui va être suivie, consistant à faire confiance à la perception du réel dès lors qu'elle est soumise à vérification par pluralité, répétition et convergence des sources de connaissance

(ce qui est le cas de la plupart des démarches scientifiques actuelles); c'est aussi et surtout une démarche de soumission au réel, d'application de la raison à scruter et comprendre l'être-là des choses par les sens, de respect de la spécificité de l'objet observé. Cette démarche ne peut donc se fonder sur le soupçon initial, ni sur la « table rase » systématique, pour déjouer une perpétuelle ruse du sujet, pour douter *a priori* des sens ou de la réalité perçue par elle ou encore du sens commun, de l'opinion commune dès lors qu'elle n'est pas érigée en dogme fixiste, mais relève d'une simple présomption de pertinence. Cette démarche n'est donc pas un choix arbitraire du sujet préférant tel ou tel maître à penser, telle ou telle interprétation; c'est la démarche du sujet à la découverte de l'objet, sachant que les mirages existent, mais qu'ils sont l'exception.

Dans le domaine de la politique, l'objet est principalement immatériel (attitudes, comportements, institutions, relations) bien qu'il s'accomplisse à travers la matérialité de la vie humaine: lieux et périodes privilégiés du pouvoir, états de santé, de développement, de puissance économique et militaire, aspects spatio-temporels des procédures, des rites, symboles, etc. Outre cette « physique » du politique, les règles morales, sociologiques et juridiques font partie de cette visibilité du politique sans pour autant que celui-ci puisse s'y réduire ou s'y ramener; les sous-estimer *a priori* serait déroger à la démarche qui vient d'être esquissée. Voilà pourquoi cette introduction à la science politique privilégie le champ du politique sur les écoles de pensée qui ont cherché à l'appréhender et le définir au cours des deux derniers siècles. Cette « introduction de l'introduction » avait pour objet de soulever le problème épistémologique dans toute sa profondeur justement pour en relativiser la portée par rapport à la réalité objective du fait politique qui accompagne depuis des millénaires les sociétés humaines.

PRÉCISIONS ET RÉFÉRENCES

11. L'esquisse historique très synthétique et forcément limitée par laquelle commence ce manuel renvoie à une multitude de lectures et d'ouvrages dont il n'est guère possible de fournir présentement un recensement complet. Mieux vaut s'en tenir dans un premier temps à

des histoires de la philosophie ou de la pensée politique; en voici quelques-unes: Bréhier Émile, *Histoire de la philosophie*, 4 tomes, PUF, coll. « Quadrige », 1989 (1^{re} éd. 1964); Chevalier Jacques, *Histoire de la pensée*, 4 vol., Flammarion, 1953, Éditions Universitaires, 1998; Chabot Jean-Luc, *Histoire de la pensée politique Fin XVIII^e-début XIX^e siècle*, PUG, 2001; Chevallier Jean-Jacques, *Histoire de la pensée politique*, 3 vol., Payot, 1979; Baudoin Jean, *Les Idées politiques contemporaines*, PUR, 2002; Goyard-Fabre Simone, *Philosophie politique XVII^e-XX^e siècle*, PUF, coll. « Droit fondamental », 1987; Tenzer Nicolas, *Philosophie politique*, PUF, coll. « 1^{er} cycle », 1994; Aron Raymond, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, Tel, 1967; Maritain Jacques, *La Philosophie morale, Essai historique et critique des grands systèmes*, Gallimard, « Bibliothèque des Idées », 1960.

Mentionnons également quelques ouvrages de réflexion fondamentale, à caractère philosophique et historique: Baechler Jean, *Nature et histoire*, PUF, 2000; Bénéton Philippe, *Introduction à la politique moderne*, Hachette, « Pluriel », 1987; Dumont Louis, *Homo hiérarchicus. Essai sur le système des castes*, préface et postface de l'auteur, Gallimard, 1979, (1970); *Homo aequalis. 1. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Gallimard, 1995 (1981); Elias Norbert, *La Civilisation des mœurs*, traduit par Pierre Kammitzer, Press Pocket, 1990; *La Société des individus*, traduit de l'allemand par Jeanne Etoré, avant-propos de Roger Chartier, Fayard, 1991; Furet François, *Penser la Révolution française*, Gallimard, « Folio », 1978; *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Lafont/Calmann-Lévy, 1995; Girard René, *La Violence et le Sacré*, Hachette Littérature, « Pluriel », 1998; Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1987; Mairet Gérard, *Le Principe de souveraineté*, Gallimard, « Folio », 1997; Manent Pierre, *Naissance de la politique moderne: Machiavel, Hobbes et Rousseau*, Payot, 1977; *La Cité de l'homme*, Fayard, coll. « L'esprit de la cité », 1994; Manin Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, « Champs », 1995; Terrel Jean, *Les Théories du pacte social*, Seuil, « Points », 2001.

Le problème de l'épistémologie, qu'il n'est pas possible de développer outre mesure dans un ouvrage comme celui-ci, n'en reste pas

moins la question clef de l'ensemble des sciences sociales: voir la première partie intitulée « épistémologie des sciences sociales » de l'ouvrage de Chabot Jean-Luc et Macarez Nicolas, *Méthodes des sciences sociales*, PUF, coll. « Droit fondamental », 1995, ainsi que la bibliographie très abondante aux pages 23 à 27 de cet ouvrage; mentionnons entre autres: Aubert Marie, *Philosophie de la nature*, Beauchesne, 1965; Bachelard Gaston, *Le Nouvel Esprit scientifique*, PUF, 1934 et *La Formation de l'esprit scientifique, contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Vrin, 1965; Barreau Hervé, *L'Épistémologie*, PUF, « Que sais-je? », 1990; Desanti Jean-Toussaint, *La Philosophie silencieuse*, Seuil, 1975; Duhem Pierre, *Le Système du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic*, Hermann, 10 vol., 1954-1959; d'Espagnat Gérard, *A la recherche du réel, le regard d'un physicien*, Gauthier-Villars, 1979; Gadille Jacques et Ladous Robert, *Des sciences de la nature aux sciences de l'homme*, Paris, Vrin, 1984; Gilson Étienne, *Le Réalisme méthodique*, Vrin, 1933; Granger Gilles-Gaston, *Pensée formelle et sciences de l'homme*, Aubier-Montaigne, 1960 et *Pour la connaissance philosophique*, Odile Jacob, 1968; Maritain Jacques, *Réflexions sur l'intelligence et sa vie propre*, Desclée de Brouwer, 1924; Tort Patrick, *La Raison classificatoire*, Aubier, 1989.

La plupart des autres manuels portant ce même titre de *Méthodes des sciences sociales* se limitent à une descriptivité des méthodes techniques utilisées en sciences sociales sans poser vraiment le problème philosophique fondamental du statut épistémologique de la connaissance humaine, notamment scientifique: par exemple, M. Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz; M. Duverger, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, PUF, « Thémis »; et A. Brimo, *Les Méthodes des sciences sociales*, Paris, Montchrestien, 1972.